

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 30 déc. 2025

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

**Visite d'inspection du 21/11/2025**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**YOPLAIT PRODUCTION FRANCE**

Usine du Mans  
23 rue des Grandes Courbes  
72000 Le Mans

**Références :** 2025-604\_YOPLAIT FRANCE SAS\_INSP\_RAP.odt

**Code AIOT :** 0006301730

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement YOPLAIT PRODUCTION FRANCE implanté 23 rue des Grandes Courbes Cedex 2 72000 Le Mans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- YOPLAIT PRODUCTION FRANCE
- 23 rue des Grandes Courbes Cedex 2 72000 Le Mans
- Code AIOT : 0006301730
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société YOPLAIT France, implantée en ZI Sud au Mans, est spécialisée dans la fabrication de yaourts, fromages frais, crèmes fraîches et autres spécialités laitières. L'usine emploie 350 personnes. Elle transforme actuellement environ 800 000 litres de lait et produits laitiers (crèmes) par jour.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque toxique

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Autosurveillance eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
2	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
3	Contrôle des rejets	AP Complémentaire du 04/02/2014, article 4.5.1	/	Demande d'action corrective	30 jours
4	Caractéristiques générales des rejets industriels liquides	AP Complémentaire du 04/02/2014, article 4.3.1	/	Demande d'action corrective	30 jours
5	Valeurs limites d'émissions des rejets liquides - effluents industriels	AP Complémentaire du 04/02/2014, article 4.3.2.1 et 4.3.2.2, Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21.III	/	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires	Délais mise en demeure
6	Rejets aqueux – Constat visite du 18/06/2021	Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 4.3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Plans – Constat visite du 18/06/2021	Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 2.1	Susceptible de suites	Sans objet
8	Accident - déversement accidentel	AP Complémentaire du 04/02/2014, article 2.3.6	/	Sans objet
9	Valeurs limites d'émissions des rejets liquides - eaux pluviales	AP Complémentaire du 04/02/2014, article 4.3.2.4	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite d'inspection du 21 novembre 2025 s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôles des installations classées. Les constats ont été repris de la précédente visite d'août 2022 qui abordait le volet des rejets aqueux. Il est constaté une non-conformité des rejets aqueux persistante depuis 2023 (en particulier les paramètres DCO, DBO<sub>5</sub> et phosphore total). Une mise en demeure est proposée au préfet sur ce point. De plus, dans le cadre de l'application des meilleures techniques disponibles du BREF FDM depuis le 4 décembre 2023, il est constaté que la surveillance des chlorures n'est pas effectuée à la fréquence mensuelle exigée. En cas d'absence de surveillance de ce paramètre en 2026, une mise en demeure sur ce point sera proposée au préfet.

Par ailleurs, des éléments complémentaires sont attendus sur le programme d'autosurveillance (utilisation des normes d'analyse réglementaires) et les modalités de contrôle de recalage (prélèvement et analyse des échantillons par un organisme accrédité).

Des précisions sont également attendues concernant les déversoirs d'orage/by-pass présents sur le réseau d'eaux industrielles. Compte-tenu des informations à disposition de l'inspection des effluents seraient susceptibles d'être rejetés dans le milieu naturel. L'exploitant s'est engagé à obturer le 15 décembre 2025 le by-pass en amont de la station du site dans l'attente de précisions sur le réseau et du plan d'actions qui s'ensuivra. Une mise en demeure est proposée concernant la présence du déversoir d'orage en amont de la station d'épuration urbaine rendant l'infrastructure collective d'assainissement (réseau) inapte à acheminer l'effluent industriel conformément à l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Dans un second temps, la visite de novembre 2025 fait suite à un déversement accidentel ayant eu lieu en octobre 2025 dans la Sarthe. Dès la prise de connaissance de l'accident, l'exploitant a mis en place les mesures immédiates permettant d'arrêter le déversement. Une fiche de notification d'accident a été remise à l'inspection et le retour d'expérience a été présenté en visite. Des procédures sont mises en place pour éviter un scénario similaire.

#### **Bilan hors points de constats :**

Pendant la visite, l'exploitant a informé l'inspection d'un problème géotechnique au niveau du bâtiment REP. Un diagnostic est en cours pour identifier les actions nécessaires à la résolution du problème. En particulier, le bâtiment REP abrite les installations de refroidissement à l'ammoniac. L'inspection est en attente des résultats du diagnostic et du plan d'actions de l'exploitant, prévus

pour le début d'année 2026.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Autosurveillance eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 18/08/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : Sans objet</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p>
<b>Constats :</b> <p>En visite d'août 2022, l'inspection avait constaté qu'une société externe, sous-traitante de YOPLAIT pour l'exploitation des installations de pré-traitement des effluents industriels, effectuait l'autosurveillance pour le compte de l'exploitant.</p> <p>La procédure de surveillance des paramètres dans les rejets aqueux avait été présentée.</p> <p>L'inspection avait demandé à l'exploitant de veiller à disposer de l'ensemble des procédures et enregistrements listés au paragraphe 1.1.1 du "Guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE". Les éléments justifiant des modalités de validation périodique du dispositif d'autosurveillance étaient attendus.</p> <p><u>Opérations d'échantillonnage et d'analyse</u></p> <p>En visite du 21 novembre 2025, l'exploitant a indiqué effectué un suivi régulier des rejets (SRR) au titre de l'article D.213-48-6 du code de l'environnement. Ce dispositif de suivi fait l'objet d'un agrément spécifique de l'Agence de l'eau qui est reconnu satisfaire aux exigences de la réglementation ICPE (cf. guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux).</p> <p>Par mail du 3 décembre 2025, l'exploitant a transmis l'attestation d'agrément du dispositif SRR, en date du 27 février 2023. Le dernier rapport de suivi SRR a été transmis (version septembre 2025). Quelques observations sont relevées par l'organisme de contrôle, cependant le rapport conclut que « <i>les résultats des mesures effectuées permettent une estimation fiable des rejets effectifs vers la station d'épuration de la collectivité.</i> »</p> <p>L'exploitant effectue des analyses en interne et doit pouvoir justifier de l'usage des méthodes de référence pour l'analyse des rejets aqueux. Celles-ci sont définies dans l'avis en vigueur sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement (au jour de la visite l'avis du 16/05/2025). Par ailleurs, l'arrêté ministériel du 27/02/2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à</p>

certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, impose également des méthodes de référence pour l'analyse. Par mail du 3 décembre 2025, l'exploitant a transmis son protocole d'analyse précisant les méthodes utilisées pour l'analyse de chaque paramètre. Les normes à respecter sont les suivantes :

Paramètres	Avis du 16/05/2025	AM du 27/02/2020
Débit	/	/
Température	/	/
pH	NF EN ISO 10523 : mai 2012	/
MES	NF EN 872 : juin 2005	NF EN 872
DCO	NF T90-101 : février 2021 ou ISO 15705 : novembre 2002	NF T90-101
DBO5	NF EN ISO 5815-1 : septembre 2019 (Dans le cas de teneurs basses, inférieures à 1 mg/L, la norme NF EN 1899-2 : mai 1998 est utilisable )	NF EN ISO 5815-1
Ptot	/	NF EN ISO 6878 NF EN ISO 15681-1 et -2 NF EN ISO 11885
NGL	/	NF EN 12260 NF EN ISO 11905-1
Chlorures	/	NF EN ISO 10304-1 NF EN ISO 15682

L'inspection relève que les protocoles ne précisent pas si les méthodes d'analyses employées respectent une norme en particulier. De plus, des précisions dans les protocoles sont attendues. En particulier, le protocole pour l'analyse des MES a été regardé par sondage (liste non exhaustive) :

- La norme NF EN 872 à respecter précise que la méthode de dosage est applicable pour des effluents et par filtration avec un filtre de verre borosilicaté. Or, le type de filtre employé n'est pas précisé dans le protocole de l'exploitant, ni, entre autres, les critères de masse surfacique spécifiés dans la norme ;
- Il n'est pas fait mention dans le protocole d'essai à blanc permettant de calibrer l'analyse (limite de perte de masse à l'essai blanc définie dans la norme) ;
- La précision analytique des instruments de mesure n'est pas précisée, celle-ci est également définie dans la norme ;
- etc.

Le rapport SRR de septembre 2025 précise les normes utilisées par le laboratoire extérieur et conclut sur leur conformité à la réglementation applicable. Les méthodes d'analyse en interne ne

sont pas regardées dans ce rapport. Cependant, les mesures réalisées par le laboratoire externe sont effectuées à une fréquence plus faible que ce qui est exigé à l'article 4.5.1 de l'arrêté préfectoral du 4 février 2014, avec par exemple une surveillance journalière exigée pour la DCO et une analyse mensuelle effectuée par le laboratoire extérieur. Il est donc d'autant plus important de préciser les normes analytiques réglementaires lors des analyses internes pour :

- obtenir des résultats satisfaisants aux exigences réglementaires relatives à la surveillance des émissions dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- obtenir des résultats d'analyse comparables aux résultats du laboratoire extérieur qui applique ces normes.

#### Écarts entre les mesures en interne et laboratoire externe

Lors de la visite d'août 2022, il était également attendu des explications quant aux observations suivantes :

- différences notables entre les résultats des analyses internes/externes (par exemple, analyses du 02 mai 2022 : DCO interne 2429 mg/l et 3481 kg/j et externe 996 mg/l et 1427 kg/j ; Pt interne 29,2 mg/l et 42 kg/j et externe 7,8 mg/l et 11 kg/j),
- résultat présenté pour NGL/laboratoire externe correspondant à l'azote Kjeldahl.

Une analyse de la vérification réalisée au titre du SRR a été présentée en visite (portant d'octobre 2024 à juin 2025), des écarts notables sont relevés entre les analyses internes et externes. L'exploitant n'a pas trouvé d'explications à ces écarts. Par mail du 3 décembre 2025, un protocole a été transmis précisant les actions correctives à effectuer sur la méthode d'analyse en interne lorsque que de tels écarts sont constatés. Ce protocole indique qu'en cas de résultats non concordant une procédure est engagée pour rectifier l'écart. Des contre analyses sont parfois effectuées.

#### ***Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :***

⇒ ***Les analyses en interne sont à réaliser selon les fréquences et les normes réglementaires.***

***L'exploitant transmettra les justificatifs attestant de cette conformité.***

***Type de suites proposées :*** Avec suites

***Proposition de suites :*** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

### **N° 2 : Recalage**

***Référence réglementaire :*** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III

***Thème(s) :*** Risques chroniques, Contrôle de recalage

#### ***Point de contrôle déjà contrôlé :***

- lors de la visite d'inspection du 18/08/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet
- date d'échéance qui a été retenue : Sans objet

#### ***Prescription contrôlée :***

Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous accréditation.

#### **Constats :**

Lors de la visite d'août 2022, il a été constaté que les analyses de l'autosurveillance sont réalisées par un laboratoire externe accrédité COFRAC. Une comparaison des analyses interne/externe est effectuée.

Cependant, le prélèvement était effectué en interne, même pour les analyses du laboratoire externe (préleveur automatique). L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation. La mise en oeuvre d'un prélèvement sous accréditation était attendue dans le cadre de ce contrôle de recalage.

Un contrôle inopiné était programmé en 2022, pouvant répondre à la prescription.

Par courrier du 02/06/2022, le laboratoire a transmis les résultats du contrôle inopiné réalisé en mai 2022. Ce contrôle comprenait le prélèvement automatique sur 24h, l'enregistrement en continu du pH et de la température, et l'analyse des échantillons (échantillonnage et analyse sous accréditation COFRAC).

Par mail du 3 décembre 2025, l'exploitant a indiqué que le prochain contrôle de recalage est attendu les 16 et 17 décembre 2025 et n'a pas justifié de la conformité du contrôle depuis 2022.

#### ***Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :***

***⇒ L'échantillonnage et l'analyse des paramètres doivent être effectués par un laboratoire externe disposant de l'accréditation COFRAC. Le contrôle de recalage 2025 est à transmettre à l'inspection. Ce contrôle est à réaliser tous les deux ans.***

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective



### N° 3 : Contrôle des rejets

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/02/2014, article 4.5.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets industriels

**Prescription contrôlée :**

Les mesures d'autosurveillance de la qualité des rejets portent sur les paramètres et selon les fréquences définies ci-après :

<i>Paramètres</i>	<i>Périodicité de la mesure</i>
Débit	Enregistrement en continu – relevé journalier
pH	Enregistrement en continu
MES	Journalière
DCO	Journalière
DBO <sub>5</sub>	Hebdomadaire
Azote global	Hebdomadaire
Phosphore total	Hebdomadaire

**Constats :**

Conformité à l'arrêté préfectoral et autosurveillance GIDAF

Le cadre GIDAF reprend les fréquences de surveillance imposées dans l'arrêté préfectoral du 4 février 2014 et suite au courrier de l'inspection ICPE du 28 août 2012 imposant le suivi du zinc et des nonylphénols (conclusion campagne RSDE). Par ailleurs, par courrier du 5 octobre 2018, l'exploitant a informé de la mise en place d'une surveillance mensuelle sur le Zinc et les nonylphénols. Le cadre GIDAF est le suivant :

- journalier : débit, température, pH, MES, DCO
- hebdomadaire : DBO<sub>5</sub>, Ptot, NGL
- mensuelle : Zn, nonylphénols

L'inspection relève que des mesures ont été réalisées en 2023 sur d'autres paramètres et déclarées sur GIDAF : As, Pb, Ni, Hg, Cd, Cr, Cu, CHCl<sub>3</sub>, Fluoranth., Ccl<sub>4</sub>, Toluene, Ac. Cacétq, Naphtalène, Biphényle.

La période de janvier 2023 à octobre 2025 a été regardée. La fréquence de surveillance définie à l'article 4.5.1 de l'arrêté préfectoral du 4 février 2014 est respectée.

Surveillance du Zinc

Suite au courrier du 28/08/2012 de la DREAL (fait suite à la campagne RSDE), la surveillance pérenne du zinc a été préconisée (flux dépassant le seuil de 200 g/j). Le seuil de 0,01 mg/L fixé sur GIDAF semble se référer à la limite de quantification. Celui-ci sera modifié par l'inspection avec la valeur limite en vigueur (cf. constat n°5).

Conformité au BREF FDM (agroalimentaire)

L'arrêté ministériel du 27 février 2020, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, impose une fréquence de surveillance sur les paramètres suivants : MEST, DCO, DBO<sub>5</sub>, NG, PT, Cl<sup>-</sup>. Les prescriptions d'exploitation actuelles imposent une fréquence de surveillance cohérente avec les fréquences de l'arrêté ministériel du 27 février 2020, hormis pour le paramètre chlorures (fréquence a minima mensuelle exigée). Ces dispositions sont applicables depuis le 4 décembre 2023. Par mail du 3 décembre 2025, l'exploitant a transmis son programme d'auto-surveillance intégrant une mesure annuelle des chlorures et non mensuelle telle que réglementée. La dernière mesure de chlorures date de 2023 (bordereau d'analyse du 06/07/2023 transmis).

#### Programme RSDE

Par mail du 11 septembre 2023, l'exploitant a transmis un positionnement actualisé pour la révision du programme de surveillance des rejets aqueux (RSDE). Comme indiqué dans le rapport de visite du 6 juin 2025, les bordereaux des analyses complémentaires effectuées en 2023 dans le cadre du positionnement RSDE ont été transmis par mail du 29 avril 2025. L'instruction du positionnement est en cours.

#### ***Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :***

Conformité au BREF FDM (agroalimentaire)

⇒ ***La mesure mensuelle des chlorures est à effectuer. En cas de persistance de ce non-respect en 2026, une mise en demeure sur ce point pourra être proposée.***

La surveillance des chlorures sera intégrée à GIDAF, comme le programme de surveillance RSDE une fois instruit.

***Type de suites proposées :*** Avec suites

***Proposition de suites :*** Demande d'action corrective

### **N° 4 : Caractéristiques générales des rejets industriels liquides**

***Référence réglementaire :*** AP Complémentaire du 04/02/2014, article 4.3.1

***Thème(s) :*** Risques chroniques, Rejets industriels

#### ***Prescription contrôlée :***

Les effluents rejetés sont exempts de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes.

Les effluents respectent les caractéristiques suivantes :

> température < 30°C ;

> pH : compris entre 5,5 et 8,5 enregistré en continu.

#### ***Constats :***

La période de janvier 2023 à octobre 2025 a été regardée. De nombreux dépassements sont constatés pour le paramètre température (63 % des données dépassent la VLE, maximum à 37,8 °C).

L'exploitant indique que l'effluent est chaud en entrée de station et une augmentation de la température de 4°C dans le process de traitement est effectuée.

Une dérogation est accordée pour ce paramètre (cf. suite remarque 1 visite du 24/03/2016 traitée

dans le rapport de visite du 12/08/2021) :

« L'article 31 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 dispose : « Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau. »

L'exploitant a présenté un courrier de la CUM daté du 06/05/2021 indiquant que la température des effluents n'a pas d'impact identifié au niveau de la station d'épuration de la Chauvinière, ce dernier paramètre pouvant conserver une valeur dérogatoire à 36 °C. »

Sur la période observée précitée, 20 mesures de températures dépassent les 36°C dont 15 en 2025 et sur les mois d'août et de septembre 2025, plus de 10 % des mesures dépassent la valeur de 36 °C.

Concernant le pH, des dépassements sont constatés sans toutefois représenter plus de 10 % des mesures sur une base de séries mensuelles, avec en maximum 9,25 (août 2025) et minimum 4,91 (juin 2025).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

⇒ **L'exploitant doit être vigilant sur la conformité des rejets aqueux vis-à-vis de la valeur limite d'émission de 36 °C accordée par le gestionnaire de réseau et doit mettre en place les actions correctives nécessaires. Il transmet à l'inspection le contenu de son plan d'action.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

#### N° 5 : Valeurs limites d'émissions des rejets liquides - effluents industriels

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/02/2014, article 4.3.2.1 et 4.3.2.2, et Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21.III

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets industriels

**Prescription contrôlée :**

APC 04/02/2014 - Article 4.3.2.1 - Expression des résultats

Les rejets respectent les valeurs limites suivantes mesurées sur des échantillons moyens journaliers représentatifs.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite fixée.

APC 04/02/2014 - Article 4.3.2.2 - Effluents industriels

Les rejets d'eaux industrielles respectent les valeurs limites définies ci-dessous.

Caractéristiques du rejet	Débits
Débit maximum sur 24 h en m <sup>3</sup> /j	2500
Débit maximum sur 1 mois en m <sup>3</sup> /mois	60000

<i>Paramètres</i>	<i>Concentration moyenne maximale (mg/l)</i>	<i>Flux journalier maximum (kg/j)</i>
Matières en Suspension – MES	1500	3750
DCO sur effluent non décanté	3000	7000
DBO <sub>5</sub>	1200	3000
Azote global exprimé en N	150	375
Phosphore total exprimé en P	30	60

AM 02/02/1998 – article 21.III

[...]

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux. »

[...]

#### **Constats :**

##### Conformité des rejets en Macro-polluants

La période de janvier 2023 à octobre 2025 a été regardée.

Nombre de mois pour lesquelles plus de 10 % de la série de résultats est supérieure à la valeur limite d'émission en concentration (en flux)			
Paramètres	2023	2024	2025 (de janvier à octobre)
MES	3 (0)	1 (0)	0 (0)
DCO	3 (0)	7 (1)	8 (2)
DBO <sub>5</sub>	2 (0)	3 (1)	6 (2)
Ptot	1 (0)	1 (0)	5 (4)
NGL	1 (0)	1 (0)	1 (0)

L'inspection fait les observations suivantes :

- les dépassements MES, en concentration, représentent plus de 10 % de la série de mesures sur 3 mois sur l'année 2023. Un seul dépassement est comptabilisé en 2024, aucun dépassement n'est constaté en 2025.
- des dépassements réguliers en concentration sont observés sur les paramètres DCO (maximum à 5519 mg/L pour une VLE à 3000 mg/L), DBO<sub>5</sub> (maximum à 1880 mg/L pour une VLE à 1200 mg/L), Ptot (maximum à 53,4 mg/L pour une VLE à 30 mg/L) et en particulier sur l'année 2025. Des dépassements avec plus de 10 % de la série de mesure supérieure à la VLE sont observés 8 mois/12 en 2025. Aucun dépassement n'excède par deux fois la valeur limite d'émission ;
- des dépassements réguliers en flux sont observés sur ces mêmes paramètres DCO (maximum à 10970 kg/j pour une VLE à 7000 kg/j), DBO<sub>5</sub> (maximum à 3890 kg/j pour une

VLE à 3000 kg/j), Ptot (maximum à 120 kg/j pour une VLE à 60 kg/j). Aucun dépassement n'excède par deux fois la valeur limite d'émission ;

- pour l'azote total 3 dépassements sont recensés sur la période 2023-2024 en concentration et un seul mois avec dépassement > VLE (10 % série de mesure) en 2025 (200 mg/L au lieu de 150 mg/L). La valeur d'émission en flux est respectée.

Concernant les dépassements en DCO, DBO<sub>5</sub>, Ptot et MES, l'exploitant indique sur GIDAF qu'il s'agit d'un problème au niveau du process (perte de matière), une augmentation des réactifs et de l'aération est mis en place pour résoudre ces non-conformités. Des tests ont été réalisés en mai 2025, il n'est à ce stade plus envisagé de dé-raccorder le site de la station de traitement urbaine.

En visite du 21 novembre 2025, l'exploitant a présenté son plan d'actions pour la réduction de la charge polluante en sortie du site (transmis par mail du 03/12/2025) :

- **Concentration des co-produits : réduction de la charge polluante en DCO et phosphore - mise en place d'un dispositif de concentration des co-produits par osmose et évacuation du rétentat pour traitement externe prévue pour début 2028 ;**
- **Dispositifs complémentaires en amont de la station du site (dégraisseur) et en aval (presse à vis) : réduction de la charge polluante en DCO, l'azote, les huiles et les graisses - mise en place finalisée du dégraisseur et presse à vis prévue pour début 2030.**

#### Conformité des rejets en zinc

Concernant le zinc, la concentration maximale mesurée sur la période 2023 au 10/2025 est de 0,324 mg/L.

Il n'y a pas de valeur limite d'émission (VLE) en Zinc imposée dans la convention de rejet de 2009. Les rejets en micropolluants doivent respecter les valeurs limites des rejets au milieu naturel quand le rejet du site est raccordé à une STEU. Ici la VLE à appliquer est de 0,8 mg/l lorsque le flux est supérieur à 20 g/j (cf. article 34 AM 02/02/1998). La VLE est respectée sur la période observée.

#### ***Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :***

***⇒ Une mise en conformité du site est attendue sur les rejets aqueux, en particulier sur les paramètres DCO, DBO<sub>5</sub> et phosphore. Un projet de mise en demeure est proposé au préfet.***

***⇒ Par ailleurs, la procédure de réexamen des dispositions d'exploitations actuelles au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) du BREF FDM et objectifs associés (NEA-MTD) n'est pas clôturée. En effet, malgré les éléments apportés dans le dossier du 15 décembre 2020, complété en décembre 2023, février 2024 et novembre 2024, des compléments restent attendus pour la révision des valeurs limites d'émissions prescrites dans l'arrêté préfectoral du 4 février 2014. En particulier, le tableau 7.2 du titre II de l'annexe à l'arrêté du 27 février 2020 stipule en nota XI :***

***« Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées en sortie de l'établissement par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65-III. »***

***Et l'article R.515-65-III du code de l'environnement indique que :***

***« Le traitement par une station d'épuration des rejets indirects de substances polluantes dans l'eau peut être pris en considération pour la détermination des valeurs limites d'émission mentionnées à l'article R. 515-66 si celles-ci garantissent un niveau équivalent de protection de l'environnement dans son ensemble et pour autant qu'il n'en résulte pas une augmentation des charges polluantes dans le milieu ».***

***De ce fait, il est attendu un positionnement de l'exploitant sur les actions envisagées pour la***

**réduction des rejets aqueux en sortie du site YOPLAIT pour l'atteinte des valeurs théoriques en rejets indirects, calculés à partir des NEA-MTD (applicables aux rejets directs dans le milieu naturel) et des taux d'abattement réglementaires ou réels de la station d'épuration urbaine. Cet objectif sera considéré dans le projet de mise en demeure.**

**Un premier positionnement est attendu sur cet objectif de VLE théorique avec les réductions estimées des suites des tests réalisés sur la station de traitement du site en 2025 (concentration de co-produits en amont station site et traitement complémentaire des effluents en aval station site).**

Rappel du calcul des valeurs théoriques rejets indirects (cf. guide IED - « guide pour la simplification du réexamen » d'octobre 2019 - page 25) :

VLE théorique rejets indirects = NEA-MTD rejets directs / (1-taux abattement step urbaine)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires

#### **N° 6 : Rejets aqueux – Constat visite du 18/06/2021**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 4.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traitement des effluents liquides

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 18/08/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet
- date d'échéance qui a été retenue : Sans objet

**Prescription contrôlée :**

Les effluents sont traités conformément aux dispositions de cet article ou sont des déchets à éliminer dans des installations autorisées à cet effet.

**Constats :**

Lors des visites de juin 2021 et août 2022, il avait été constaté que :

« en cas de crue, une partie des effluents aqueux devant être traités dans la STEP de la Chauvinière sont susceptibles d'être rejetés directement au milieu naturel. Des travaux de mise en conformité du réseau doivent être engagés. »

Par ailleurs, dans le dossier d'autorisation de novembre 2012, il est indiqué qu'un by-pass situé au niveau du poste de relevage en entrée de station peut envoyer les effluents aqueux directement dans le réseau communal sans traitement par le site.

Il avait été indiqué à l'exploitant lors des précédentes visite que Le Mans Métropole ne ferait pas de travaux sur ce point. La collectivité souhaitait également faire évoluer les conditions de la convention de rejet.

Aussi, l'exploitant avait indiqué en séance qu'un projet de dé-raccordement avec la STEP communale était à l'étude. La mise en conformité des réseaux s'inscrivait dans ce cadre.

En visite 2025, l'exploitant a annoncé que le projet de dé-raccordement n'était plus d'actualité.

Sur place, l'inspection a observé un by-pass entre le puits (poste de relevage) et la station de traitement. Il a été demandé à l'exploitant de préciser les milieux de rejets des effluents du by-pass.

Par mail du 3 décembre 2025, l'exploitant a précisé que le by-pass dirigeait le « trop plein » d'eau vers une ancienne canalisation du site pour arriver au poste de relevage de la station d'épuration urbaine. En cas de fort apport hydrique en amont de la station de traitement du site, une partie des effluents est donc susceptible de ne pas être traitée par le site.

Toutefois, ce by-pass est différent du déversoir d'orage mis en avant lors des précédentes visites, qui est situé sur le poste de relevage en aval de la station du site.

Dans les compléments du 3 décembre 2025, l'exploitant annonce mettre en place le 15 décembre 2025 un dispositif pour obturer la canalisation redirigeant le « trop plein » du by-pass en amont de la station de traitement du site. Il est également prévu d'effectuer des investigations par caméra pour préciser les branchements de l'ancienne canalisation raccordée au by-pass.

Compte-tenu des éléments pré-cités, l'inspection comprend que les effluents aqueux industriels du site peuvent faire l'objet de différentes conditions de rejets :

- scénario 1 - volume en amont de la station de traitement du site et en amont de la STEU inférieur aux limites du by-pass et du déversoir d'orage : les effluents sont traités par les deux stations avant le rejet au milieu naturel ;
- scénarios 2 et 2 bis - volume en amont de la station de traitement du site supérieur à la limite de déclenchement du by-pass et apport hydrique en amont de la STEU inférieur à la limite de déclenchement du déversoir d'orage : les effluents ne sont traités que par la STEU avant le rejet au milieu naturel ; et inversement les effluents ne sont traités que par la station du site ;
- scénario 3 - volume en amont de la station de traitement du site et amont de la STEU supérieur aux limites du by-pass et du déversoir d'orage : les effluents ne sont pas traités avant le rejet au milieu naturel.

La présence d'un déversoir d'orage sur le réseau entre le site et la station d'épuration urbaine constitue une non conformité vis-à-vis de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 qui dispose au premier alinéa :

*« Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions. »*

***Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :***

***⇒ Il est demandé à l'exploitant de justifier de l'obturation de la canalisation raccordée au by-pass (avant la STEP interne du site). La possibilité du scénario 3 est à supprimer impérativement.***

***⇒ La présence du déversoir d'orage en amont de la station d'épuration conduit à l'inaptitude de l'infrastructure collective d'assainissement (réseau) pour acheminer l'effluent industriel vers son lieu de traitement final. L'exploitant doit fournir un plan d'action pour éviter tout rejet dans le milieu naturel partiellement traités (scénarii 2 et 2bis), en particulier le déversoir d'orage en aval de la station du site (poste de relevage de la STEU) est à supprimer.***



**Une mise en demeure est proposée au préfet.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**N° 7 : Plans – Constat visite du 18/06/2021**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/02/2014, article 2.1

**Thème(s) :** Autre, Plan des réseaux

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 18/08/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Sans objet
- date d'échéance qui a été retenue : Sans objet

**Prescription contrôlée :**

Les documents suivants sont disponibles durant toute la vie de l'installation (...) :  
les plans de l'établissement tenus à jour, y compris les réseaux ;

**Constats :**

En visite d'août 2022, l'inspection avait demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan des réseaux (constat initial juin 2021). L'exploitant avait indiqué attendre le retour du BRGM pour intégrer les piézomètres. Le constat avait été reconduit.

Par courrier du 14/10/2022, l'exploitant a indiqué mettre à jour le plan fin novembre 2022.

En visite, le plan des réseaux mis à jour a été observé. Finalement, les piézomètres ne sont pas représentés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

⇒ **Le plan des réseaux faisant figurer les piézomètres est à transmettre à l'inspection.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Accident - déversement accidentel**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/02/2014, article 2.3.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Déversement accidentel

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de déclarer dans Les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par Le code de l'environnement.

Le rapport d'accident ou, sur demande le rapport d'incident, précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.



Ce rapport est transmis sous 15 jours maximum à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Par mail du 16 octobre 2025, l'inspection des installations classées a été informée par l'exploitant d'un déversement accidentel dans la Sarthe d'effluents non traités issus du bassin n°3. Ce bassin recueille les eaux de rinçage des filtres à sable, qui servent au traitement de l'eau de forage. Ce rinçage est effectué à l'eau claire sans ajout de produits chimiques, et permet notamment l'enlèvement des métaux concentrés dans les filtres (fer et manganèse présents dans la nappe).

L'eau du rinçage passe dans un déssableur avant de décanter dans le bassin. En sortie les eaux passe par surverse dans un débourbeur avant de rejoindre la Sarthe. Cet exutoire est muni de vannes de barrage automatiques qui s'ouvrent lorsque que le niveau haut du bassin est atteint, que les mesures du pH et de la turbidité sont conformes et par l'absence d'hydrocarbures.

Suite à une maintenance du bassin n°3 le 1<sup>er</sup> octobre 2025, les vannes sont restées ouvertes en mode manuel.

L'exploitant a été alerté par la CUM le 16 octobre 2025, et a immédiatement procédé à la fermeture des vannes.

En visite du 21 novembre 2025, l'exploitant a présenté le retour d'expérience et les actions correctives mises en place pour éviter la réalisation d'un scénario similaire (mise en place de plan d'intervention, rondes travaux, fiches réflexes process, etc.).

Par mail du 24 octobre 2025, l'exploitant a transmis la fiche de notification d'accident.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Valeurs limites d'émissions des rejets liquides - eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/02/2014, article 4.3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées notamment, par ruissellement sur les voies de circulation, les aires de stationnement, de chargement et de déchargement, les aires de stockage et toute autre surface imperméable sensible (station de distribution de gazole, plate-forme de stockage de déchets), sont traitées par un ou plusieurs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif équivalent.

Ces ouvrages de traitement sont régulièrement entretenus conformément aux recommandations de leur constructeur. Leur bon fonctionnement fait l'objet de vérifications au moins annuelles. Les résidus de ce traitement sont éliminés en tant que déchets.

Les rejets d'eaux pluviales respectent les valeurs limites définies ci-dessous.

<i>Paramètres</i>	<i>Valeur limite (mg/l)</i>
Matières en Suspension – MES	30
DCO sur effluent non décanté	125
Hydrocarbures totaux - HCT	5

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

**Constats :**

Par mail du 3 décembre 2025, l'exploitant a transmis les bordereaux factures d'entretien des déssableurs en amont des bassins de rétention des eaux pluviales du site (3 bassins). Deux interventions d'entretien ont été effectuées en 2025 pour chaque bassin.

Une surveillance trimestrielle des rejets d'eaux pluviales est effectuée. Les campagnes de mesure de février, mai, août et novembre 2025 ont été transmises. Les concentrations mesures respectent les valeurs limites d'émissions, hormis sur le paramètre MES lors de la campagne de mai en sortie du bassin 2 (52 mg/l au lieu de 30 mg/l).

**Type de suites proposées :** Sans suite